Les vérités de Duflot qui accablent Hollande

PAR EDWY PLENEL

L'ancienne ministre écologiste signe, avec *De l'intérieur* (Fayard), le plus impitoyable réquisitoire sur la présidence de François Hollande. Ce récit sonne le glas de l'alliance qui a permis la victoire de 2012 et aggrave l'isolement du pouvoir.

Il n'y a que la vérité qui fâche. Pour tout connaisseur, acteur ou témoin, des deux années écoulées de présidence Hollande, Cécile Duflot, dans son livre, ne fait que dire publiquement ce qui est sur toutes les lèvres et dans toutes les conversations : le brutal reniement des engagements de la campagne présidentielle, l'incompréhension vis-à-vis d'un président indéchiffrable, le sentiment d'une trahison sans mode d'emploi, l'absence de discussion politique collective, la certitude enfin d'aller dans le mur, aussi bien politiquement qu'économiquement.

Sous-titré *Voyage au pays de la désillusion*, ce témoignage de l'intérieur conforte, valide et illustre ce que Mediapart n'a cessé de documenter, alertant dès l'été 2012 sur ce tête-à-queue sans précédent d'un pouvoir qui, à peine élu, renonce à ce qu'il a promis sans l'excuse d'une conjoncture inédite et sans la précaution d'une explication nouvelle. *« En politique,* écrit Cécile Duflot, *j'ai une boussole, elle se résume en trois injonctions : n'oublie jamais qui t'a élue, pourquoi et pour quoi faire. Or, pour moi, François Hollande a oublié ceux qui l'ont porté à l'Élysée, a peu à peu tourné le dos à l'aspiration à plus d'égalité et de justice sociale qui a entraîné son élection et n'a pas tenu ses engagements. »*

Ce constat est d'autant plus redoutable qu'il ne vient pas de la gauche radicale mais d'une composante de l'actuelle majorité, qui s'assume sans embarras aucun résolument réformiste et gestionnaire. Dès lors, cette franchise est intolérable à celles et ceux qui s'accommodent d'une politique dissociée de ses engagements, jugeant anodin que l'on puisse agir à rebours de son discours et être ainsi infidèle à ses électeurs.
L'immédiat assaut socialiste contre l'ancienne alliée écologiste – avant que l'actuel (et socialiste) ministre de l'économie Arnaud Montebourg ne lui embraye le pas *mezza voce* (lire ici la chronique de Hubert Huertas) – est aussi révélateur que sidérant.

Décidément, le présidentialisme est un crétinisme. La soumission aux décisions d'un seul, fussent-elles erronées, voire dangereuses, qui est à son principe, au mépris de toute délibération et intelligence collectives, rend politiquement stupides ceux qui s'y laissent aller. Quoi de plus naturel en effet, de plus sain et de plus nécessaire en démocratie, que le fait de rendre compte publiquement d'un itinéraire politique, de ses paris et de ses échecs, de ses convictions et de ses tournants ? Faut-il donc que notre présidentialisme délétère les ait abêtis pour qu'ils crient au crime de lèse-majesté présidentielle face à un acte démocratique élémentaire qui, au contraire de l'appel disciplinaire à la caporalisation d'une majorité électorale, témoigne d'un respect minimum pour ceux qui, momentanément, vous ont mis au pouvoir, les électeurs !

Car chef de son parti, les Verts puis Europe Écologie (EELV) pendant six ans, de 2006 à 2012, Cécile Duflot n'a pas été remerciée du gouvernement dont elle était ministre de l'égalité des territoires et du logement, exclusion dont elle se vengerait mesquinement. Non, elle est partie par choix politique volontaire, rupture dont elle rend compte fidèlement, avec honnêteté et scrupule. Elle est partie en assumant publiquement des désaccords discrètement accumulés, que le passage de Jean-Marc Ayrault à Manuel Valls au poste de premier ministre ne faisait que sanctionner et accentuer, mettant fin à ce qui avait fondé, selon elle, le pacte victorieux de l'alliance entre socialistes et écologistes pour 2012. Et elle l'a fait avec le soutien explicite de la majorité des instances dirigeantes de sa formation.

Cet acte de rupture, au bout de deux années de solidarité gouvernementale assumée et respectée, méritait des explications. Mieux, il les exigeait. Pour que les citoyens en soient juges, pour qu'ils puissent le comprendre et l'apprécier, le discuter en conséquence. Le plus sidérant, de ce point de vue, fut d'entendre l'inamovible Élisabeth Guigou, toujours en politique socialiste depuis son entrée au cabinet de François Mitterrand en 1981, non seulement disqualifier un livre qu'elle n'avait pas lu – *« Ce n'est pas digne »* – mais, de plus, inviter à ne pas l'acheter – *« Je désapprouve et je n'achèterai pas son livre »*. Quelle est cette peur panique du débat qui les habite au point d'excommunier, comme aux pires temps des sectarismes et des exclusives à gauche, le livre d'une ancienne collègue, qui plus est celui d'une des voix qui comptent chez l'allié écologiste ?

C'est d'ailleurs l'un des enseignements du témoignage de Cécile Duflot : sous la Cinquième République, notamment dans sa version hollandaise, on ne débat pas, on ne débat plus. *« Les échanges sont rares avec le Premier ministre et le président de la République,* raconte l'ex-ministre. *Ce sera une des difficultés de ces deux années de gouvernement : nous n'avons de discussions que lorsqu'il y a des problèmes. (…) Pendant longtemps, je serai persuadée qu'il y a des lieux de débat entre socialistes auxquels nous ne sommes pas conviés. À mon grand étonnement, je découvrirai que non. Comment imaginer qu'il n'y avait aucun débat collectif ? »*

Loin de macérer sa déception, Cécile Duflot invite toute la gauche, dans la diversité de ses sensibilités et de ses électeurs, à avoir enfin ce débat empêché, sinon interdit. Livre instructif plutôt que vengeur, politique bien plus qu'anecdotique, *De l'intérieur* est en ce sens une bonne action démocratique – et c'est pourquoi il doit être lu. Pas de règlements de comptes, pas de petites phrases indiscrètes, pas de confidences trahies ou de secrets dévoilés. Mais le récit loyal et franc d'un pari perdu, celui du changement promis par la campagne présidentielle de François Hollande dont l'ancienne ministre raconte par le menu l'abandon aussi brusque qu'incompréhensible dès les premiers mois de présidence socialiste.

Impasse européenne, choix de l'austérité, rupture morale

De l'intérieur est donc un compte-rendu de mandat ministériel. L'histoire d'un pari et de son échec. *« J'ai fait le même chemin que des millions de Français*, explique d'emblée Cécile

Duflot. *J'ai voté Hollande, cru en lui et été déçue. Mais je suis allée plus loin que tous ses électeurs découragés. J'ai essayé de l'aider à tenir ses promesses, de l'inciter à changer la vie des gens, de le pousser à mener une vraie politique de gauche. Et j'ai échoué. Alors je suis partie. »*

Loin du plaidoyer pro domo, ce bilan ne se limite pas à la défense du travail réalisé au ministère du logement – la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur), dont l'ex-ministre dit qu'elle s'est heurtée à un *« mur d'argent »*, des *« lobbies »* aux sirènes desquels *« le président de la République lui-même n'était pas insensible »*. Ni non plus au seul plaidoyer pour l'écologie dont Cécile Duflot dit que ce fut *« un rendez-vous manqué »*. C'est un état des lieux bien plus global qui est ici dressé où, dans l'échec, tout se tient, le renoncement écologique n'étant pas dissociable d'une politique d'ensemble marquée au sceau du passéisme, de l'archaïsme et du conservatisme.

« Au fond, rigueur et écologie, austérité et environnement ne peuvent pas faire bon ménage, écrit-elle. (…) *Je crois que nous avons perdu deux années fondamentales. Depuis le 6 mai 2012, les socialistes attendent le retour de la croissance. Tout se déroule comme s'ils appartenaient à un vieux monde et qu'ils ne voulaient pas comprendre qu'il fallait en construire un nouveau. Ils campent sur des positions désuètes et croient encore au mirage productiviste qui retrouvera son âge d'or avec la reprise économique et le retour de la croissance. »*

Impasse européenne, choix de l'austérité, rupture morale : les trois moments clés du renoncement mis en évidence par *De l'intérieur* recouvrent des questions politiques générales qui, à propos du symbole de la nomination de Manuel Valls à Matignon, amènent Cécile Duflot à carrément évoquer *« cette gauche qui n'en a plus que le nom »*.

La rupture morale, c'est à la fois l'affaire Cahuzac et la question rom. Sur la première, l'ex-ministre décrit un collègue *« méprisant et brutal »* qui n'hésitera pas à la traiter de*« crasseuse »* quand elle prendra, par principe, la défense de Mediapart. *« La présidence normale*, écrit-elle*, avant d'être un style, était une manière de rappeler que les élus sont là pour servir les Français et non pour se servir eux-mêmes. En fermant les yeux et en étant complaisante avec l'un des siens, la majorité a signé l'acte de décès de cette normalité. »*

Sur la question rom, elle évoque *« une brisure politique »* lors des propos discriminatoires tenus par Manuel Valls en septembre 2013*, « un seuil franchi », « une digue* (qui) *saute », « une gauche* (qui) *trahit ses valeurs ».* Elle confie avoir fait porter une lettre manuscrite à François Hollande pour acter formellement son indignation au-delà de ses

propos publics. On comprend, entre les lignes, qu'elle ne fut pas partagée comme elle l'aurait espéré, sur le fond. *« S'opposer à l'idée que des populations peuvent ne pas avoir vocation à s'intégrer de par leur origine serait donc risqué »*, glisse-t-elle juste après l'évocation de sa rencontre d'explication avec le président de la République.

Mais la révélation du livre, c'est de comprendre que le désarroi s'est installé dès le premier été, et que seule la *« muselière »*, selon le mot choisi par Cécile Duflot, du supposé devoir de solidarité qui contredit le devoir de vérité a retardé une rupture inévitable. Car c'est sur l'Europe – *« L'impasse européenne »*, écrit-elle – que la plus européenne, de conviction et de composition, des formations de la majorité s'est sentie d'emblée en porte-à-faux avec les choix présidentiels. Ne pas avoir engagé l'épreuve de force promise avec Angela Merkel, cette renégociation promise en campagne du TSCG, le Traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, fut *« une faute majeure »*, *« une erreur absolue »*, écrit celle qui, avec l'ex-député européen Pascal Canfin, représentait Europe Écologie-Les Verts au gouvernement.

« Mes amis verts européens partageaient cet espoir (celui de la renégociation), lit-on dans *De l'intérieur. C'est pourtant dans leurs yeux que, pour la première fois, j'ai mesuré la déception à l'égard de François Hollande. Dès l'été 2012, une déprime généralisée s'abat sur tous les pro-européens qui avaient cru en lui. L'élève de Jacques Delors n'en avait donc pas retenu la leçon. À l'heure où l'avenir de l'Europe se jouait, la France faisait le choix de ne pas s'en mêler. Ou plutôt elle choisissait de rassurer les marchés plutôt que de prendre la tête d'une bataille européenne contre l'austérité. Lorsque les plus réalos* (réalistes en langage EELV) *des Verts allemands m'ont confié leur déception, j'ai compris que nous avions pris le mauvais chemin. »*

L'austérité initiée, assumée et revendiquée par le pouvoir socialiste, jusqu'à exiger que l'on fasse silence dans les rangs tant cette politique contredit tous les engagements passés, fut la troisième cause de la rupture. Ce qu'affirme à ce sujet Cécile Duflot dessine un terrain d'entente entre des forces qui, des frondeurs socialistes au Front de gauche en passant par EELV, pourraient créer une dynamique majoritaire si divers intérêts plus boutiquiers que partisans ne l'entravaient.

« Le renoncement devient la matrice du quinquennat »

« L'austérité n'est pas une fatalité », proclame en effet l'ex-ministre qui précise, plusieurs fois, qu'elle n'a jamais été gauchiste, qu'elle est une réformiste et qu'elle prend en compte l'enjeu de la dette. Mais elle s'oppose à ce *« discours uniquement budgétaire »* choisi par François Hollande comme *« cap politique »*, où la résorption de la dette servit d'argument

pour, finalement, *« faire des chèques aux grandes entreprises »* : *« Le récit politique de ce quinquennat devient le récit de la lutte sans fin contre la dette. François Hollande contre la dette, c'est pire que Sisyphe et son rocher. Un discours d'affichage, non suivi d'effets. Comme si sa parole était prédictive. Et, par conséquent, c'est la double peine : les dégâts du discours sans les bénéfices fixés par les politiques menées. »*

Dès l'automne 2012, avec ce qu'elle n'hésite pas à nommer *« le reniement »* sur la TVA sociale, vilipendée sous Nicolas Sarkozy et, finalement, mise en place avec 20 milliards d'allègements de charge pour les entreprises, Cécile Duflot constate qu'*« on s'éloignait de plus en plus des attentes des Français, des engagements pris lors de la campagne présidentielle, dans une course sans fin »*. D'où son autocritique aujourd'hui : *« La politique qu'on nous demande d'approuver s'éloigne de la pensée de la gauche. (...) Avec le recul, je mesure l'erreur que nous avons commise. Nous aurions dû mettre le coup d'arrêt dès ce moment-là. »*

Dès lors, écrit-elle, *« le renoncement devient la matrice du quinquennat »*. Regrettant*« l'absence totale de lien collectif »*, elle confie l'échec des tentatives de sursaut au sein même du gouvernement. Fondées sur l'assujettissement à un seul, les institutions présidentielles sont souvent plus fortes que les individus qui s'y soumettent. Elles les endorment, les isolent, les rendent prudents ou craintifs. *« L'histoire de ce début de quinquennat fut aussi celle de multiples affadissements individuels »*, confie Cécile Duflot sans donner de détails, sinon ce fait que diverses réunions d'une potentielle bande des quatre, avec Christiane Taubira, Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, ne déboucheront sur rien.

Dans un cri de colère trop longtemps contenu, elle raconte comme cette abstention politique donnait la main à la technocratie, cet entre-soi des sachants qui prétendent savoir mieux que le peuple, ses élus et ses représentants, ce qui est bon pour lui. *« Ces deux dernières années ont sonné la mort du politique et le règne de la technocratie, ce petit monde qui reste en poste quels que soient les gouvernants. Ces fonctionnaires qui passent du public au privé et vice versa en faisant parfois fi des conflits d'intérêts. Un fonctionnaire a le droit de partir vers le privé, mais ce doit être un aller sans retour. Je suis pour une interdiction stricte de ces aller-retours. »*

La conclusion du chapitre sur l'austérité est un engagement pour l'avenir, qui devrait susciter l'intérêt de toutes les composantes de la gauche refusant l'actuelle course à l'abîme présidentielle. *« Je suis sortie de ces deux années avec la certitude que l'austérité ne sera jamais la solution, que le courage en politique ne sera jamais de faire payer aux pauvres les cadeaux que l'on donne aux riches, qu'il n'y a aucun courage à piétiner les acquis sociaux.*

Le courage serait d'affronter la crise climatique, de réorienter l'Europe, de faire face aux vrais problèmes. Pendant deux ans, j'ai vu l'affaiblissement du politique masqué par la surpuissance des signes extérieurs d'autorité : je décide tout seul, j'ai la mâchoire serrée, je me tiens droit comme un I. (…) Je préférerai toujours la sobriété extérieure, le sens du collectif et le respect des promesses. »

En lisant *De l'intérieur*, on comprend que la rupture provoquée par la nomination de Manuel Valls comme Premier ministre est carrément existentielle pour la militante écologiste, devenue ministre le jour de ses trente-neuf ans et qui n'a jamais oublié la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) de ses premiers engagements. Comme si le personnage politique qu'il campe – *« La vérité, c'est que je n'ai aucune idée de ce qu'il pense sincèrement »*, confie Cécile Duflot – symbolisait à lui seul une gauche reniée, infidèle et égarée. Une gauche qui serait réversible avec la droite.

« Je ne connais pas assez Manuel Valls et Nicolas Sarkozy pour savoir s'ils se ressemblent, poursuit l'ex-ministre. *Mais je sais que celui qui fut le premier ministre de l'Intérieur de François Hollande utilise des recettes similaires. Il déploie les mêmes techniques : saturation de l'espace médiatique, transgression. La figure est facile : le mec de gauche qui tient des discours de droite, c'est un peu l'écolo qui défend le nucléaire.*

« C'est ce que j'appelle la triangulation des Bermudes. À force de reprendre les arguments et les mots de la droite, de trouver moderne de briser les tabous, et donc de défendre la fin des trente-cinq heures, de dénoncer les impôts, de s'en prendre aux Roms, de prôner la déchéance de nationalité pour certains condamnés, de taper sur les grévistes, quelle est la différence avec la droite ? Une carte d'adhésion pour un parti différent ? Le fait de proclamer toutes les trois phrases "Je suis de gauche" ? Formellement, factuellement, quels sujets les opposent ?

« À force de trianguler, ils ont fait disparaître la gauche. »

« La gauche ne se satisfait pas d'un exercice solitaire du pouvoir »

À la vérité, le *« ils »* de cette conclusion sans appel se décline au singulier. C'est évidemment de François Hollande qu'il s'agit. De l'intérieur du pouvoir, Cécile Duflot brosse le portrait d'un président très éloigné de l'amateur de petites blagues que décrivent avec complaisance les gazettes. Sous la façade superficielle qui le protège des curieux surgit un personnage plus sombre, qui ne cesse de semer le désarroi autour de lui. Parce qu'il crée du vide et de l'absence, parce qu'il est encombré de silences, parce qu'il est insaisissable.

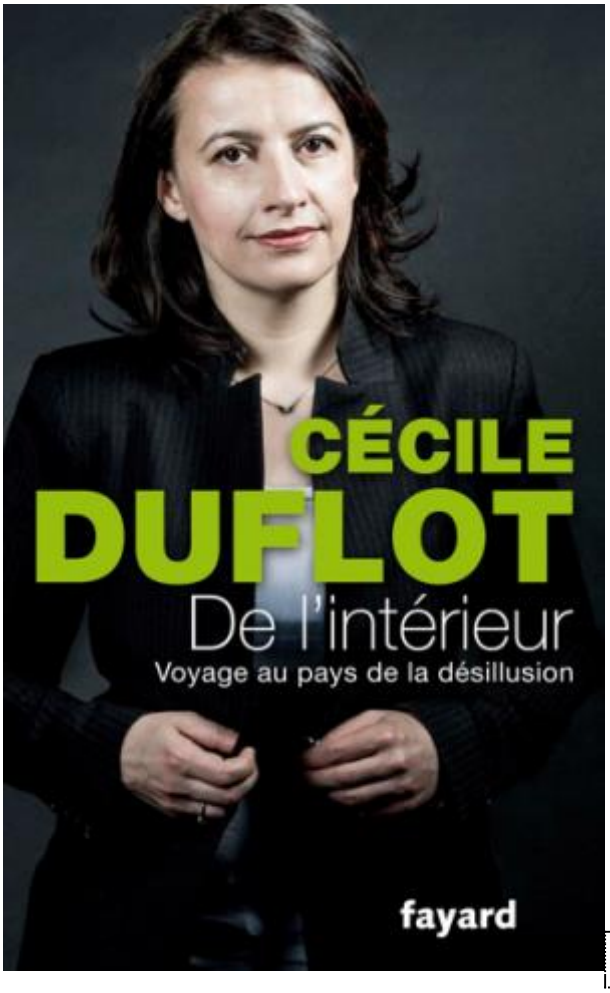
Au début du livre, l'ex-ministre commence par dire son incompréhension devant cet *« animal politique redoutable »* qui, soudain, lui échappe : *« Je ne m'explique pas l'impasse dans laquelle il a engagé sa famille politique, ses alliés, et le pays tout entier. Surtout, pourquoi continuer d'avancer dans cette direction funeste ? »* Puis elle ajoute : *« Son problème n'est pas de ne pas savoir décider, c'est de vouloir toujours trouver la solution qui ne fait pas de vagues. Résultat, cela ne fait pas de vagues, mais cela crée un tourbillon qui aspire tout le monde vers le fond. »*

Puis, une fois racontés les désaccords qui ont conduit à la rupture, elle s'avoue désemparée comme l'ont sans doute été nombre d'électeurs ou d'observateurs : *« Je ne comprenais plus François Hollande »*, lâche-t-elle. *« Sa principale qualité est son calme. Il a des ressources de contrôle de lui-même impressionnantes, et cela reste à mes yeux une qualité primordiale à son niveau de responsabilité. Son principal défaut est de ne pas dire ce qu'il pense. (…) Faute d'avoir voulu être un président de gauche, il n'a jamais trouvé ni sa base sociale, ni ses soutiens. À force d'avoir voulu être le président de tous, il n'a su être le président de personne. »*

Cette solitude n'est pas qu'institutionnelle, tant l'individu y a mis du sien. Cécile Duflot décrit ainsi un François Hollande moins aimable que sa réputation : *« Au début de sa présidence, François Hollande est égal à lui-même. Puis il se transforme, il devient plus dur, plus cassant. L'exercice du pouvoir est abrasif. Ou, plutôt, sa manière solitaire de l'exercer l'est. »* Surtout, elle rappelle que, de son seul chef, François Hollande a choisi d'emblée l'isolement politique, à l'exception de l'alliance avec les écologistes aujourd'hui rompue.

Il fut en effet candidat à la présidence après une primaire socialiste dont l'alors première secrétaire Martine Aubry avait été l'autre finaliste, obtenant 43,43 % des voix. Il fut ensuite élu à l'Élysée avec le renfort non négligeable des voix apportées, outre celles plus modestes d'Eva Joly pour EELV (2,31 % des suffrages exprimés), par François Bayrou (9,13 %) et Jean-Luc Mélenchon (11,10 %). Or, souligne Cécile Duflot, *« il a tourné le dos à cette belle unité le 6 mai au soir »* : *« Il a exercé son pouvoir en éloignant Martine Aubry. Il n'a pas tendu la main à Jean-Luc Mélenchon ni au Parti communiste. La majorité du 6 mai allait de François Bayrou à Jean-Luc Mélenchon, mais aucun des deux ne siégera avec nous au gouvernement. »*

« La gauche ne se satisfait pas d'un exercice solitaire du pouvoir », conclut l'ex-ministre du gouvernement Ayrault. Ce qu'elle nous fait comprendre, c'est que François Hollande aura construit seul l'isolement de sa présidence. Aux pathologies du présidentialisme s'est ajoutée la solitude maladroite d'un homme qui n'a pas su rassembler autour de lui tous ceux qui l'avaient hissé au pouvoir. Pour que la gauche et, au-delà, tous les républicains attachés à un sursaut démocratique, social et écologique méditent, s'il est encore temps, cette leçon, la lecture du livre de Cécile Duflot s'impose.



En librairie, Editions Fayard, 240 p., 17 euros.